



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE L'INDRE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION  
ET DES LIBERTES PUBLIQUES  
Bureau de l'Administration Générale et des Elections  
Dossier suivi par B. TOUZET  
☎ 02.54.29.51.14 - FAX : 02.54.29.51.04  
Courriel : [bruno.touzet@indre.gouv.fr](mailto:bruno.touzet@indre.gouv.fr)  
Bureau ouvert du lundi au vendredi  
de 9h à 12h30 et de 13h30 à 16h

**ARRÊTÉ** du 5 novembre 2015

**Portant** autorisation de modification d'un système de vidéoprotection  
Carrefour Market – rue des Remparts, 36800 SAINT-GAULTIER

Le Préfet,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L223-1 à L223-9, L251-1 à L255-1 et L613-13 et R 251-1 à R 253-4 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 modifié portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014211-0013 du 30 juillet 2014 portant autorisation de renouvellement d'un système de vidéoprotection, au supermarché « Carrefour Market » – rue des Remparts, 36800 SAINT-GAULTIER ;

Vu la demande présentée par Madame Claudine GORIN en vue du remplacement de l'ensemble des caméras et la modification du délai de conservation des images du système de vidéoprotection installé à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement situé rue de Remparts, 36800 SAINT-GAULTIER ;

Vu l'avis de la commission départementale des systèmes de vidéoprotection en date du 7 octobre 2015 ;

Considérant que la finalité du système tend à la sécurité des personnes, aux secours à personne (défense contre l'incendie, prévention risques naturels ou technologiques), à la prévention des atteintes aux biens, à la lutte contre la démarque inconnue et à la lutte contre les cambriolages ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTÉ**

**Article 1er** : Madame Claudine GORIN est autorisée à modifier le système de vidéoprotection installé à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement situé rue des Remparts, 36800 SAINT-GAULTIER, conformément au dossier déposé.

**Article 2** : Le système est composé de 24 caméras dont 21 caméras intérieures et 3 caméras extérieures. Il consiste à enregistrer des images qui seront conservées pendant 12 jours.

**Article 3** : Madame Claudine GORIN devra obligatoirement tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 4** : Les clients et le personnel de l'établissement devront obligatoirement être informés, en permanence, de l'existence du dispositif de vidéoprotection tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de celui-ci.

**Article 5** : Le droit d'accès aux images s'exerce auprès de Madame Claudine GORIN, directrice de l'établissement – tél. : 02.54.47.16.16.

**Article 6** : Les personnes habilitées à exploiter les images sont celles désignées dans le dossier de demande.

**Article 7** : Toute modification d'un système de vidéoprotection en place présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture de l'Indre.

**Article 8** : L'article L. 254-1 du code de la sécurité intérieure dispose que, le fait d'installer un système de vidéoprotection ou de le maintenir sans autorisation, de procéder à des enregistrements de vidéoprotection sans autorisation, de ne pas les détruire dans le délai prévu, de les falsifier, d'entraver l'action de la commission départementale de vidéoprotection ou de la commission nationale de l'informatique et des libertés, de faire accéder des personnes non habilitées aux images ou d'utiliser ces images à d'autres fins que celles pour lesquelles elles sont autorisées est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende, sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L. 1121-1, L. 1221-9, L. 1222-4 et L. 2323-32 du code du travail.

**Article 9** : Cette autorisation est valable jusqu'au **30 juillet 2019**. Quatre mois avant l'échéance de ce terme, le pétitionnaire devra solliciter, dans les mêmes conditions, le renouvellement de son autorisation.

**Article 10** : Le secrétaire général de la préfecture et le commandant du groupement de gendarmerie de l'Indre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la préfecture.

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général,



Jean-Marc GIRAUD